

# L'Humanité *rouge*



Proletaires de tous les pays,  
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75006 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 302

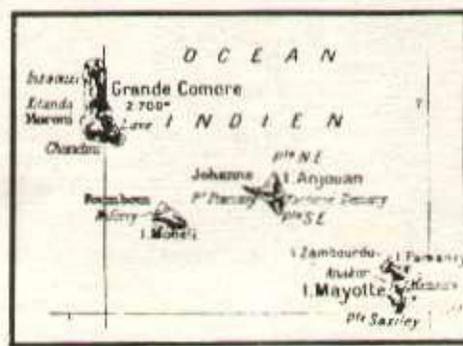
Mardi 8 juillet 1975

## VIVE LES COMORES INDEPENDANTES !

En proclamant l'indépendance des Comores les députés comoriens ont réalisé l'aspiration des 400 000 habitants de ces îles de l'océan Indien colonisées depuis près d'un siècle.

En effet, lors d'un référendum organisé le 22 décembre 1974, le peuple comorien s'était prononcé à 93 % pour l'indépendance. Pourtant cette indépendance continuait à être laissée au bon vouloir de la France et le 30 juin 1975 le Parlement français avait voté un projet de loi prévoyant l'octroi de l'indépendance mais « dans un délai plus long qu'initialement prévu par le gouvernement », bref la bourgeoisie française temporisait pour avoir le temps de monter un complot contre les Comores. Déjà un grand tapage a été fait sur le vote de l'île de Mayotte, une des îles de l'archipel. Celle-ci, parce que les fraudes électorales y ont été bien organisées selon les « bonnes vieilles traditions coloniales », a fourni pas mal de voix contre l'indépendance. La ruse consistait à préparer par une campagne sur « l'attachement de Mayotte à la France » le maintien de cette grande île de l'archipel sous la tutelle coloniale de la France. En ripostant au projet de loi français par la proclamation unilatérale de l'indépendance, le peuple comorien a déjoué les manœuvres colonialistes et remporté une grande victoire.

Nous saluons avec joie l'indépendance des Comores et soutiendrons leur lutte pour consolider l'indépendance contre les convoitises impérialistes notamment celles des deux superpuissances qui rivalisent avec acharnement dans l'océan Indien.



## Coup de force en préparation contre les grévistes

C'est près de 100 000 travailleurs qui sont en grève aujourd'hui. C'est ainsi que plus de 100 entreprises sont occupées à travers la France. Selon certaines informations, les dirigeants de la bourgeoisie seraient très inquiets de cette situation qui deviendrait explosive au cours du dernier trimestre de 1975. C'est pourquoi le gouvernement s'apprête à envoyer ses flics contre les grévistes pendant les mois de vacances.

Pour déjouer ces manœuvres les travailleurs doivent se préparer à riposter à la violence réactionnaire. Tous les militants révolutionnaires et progressistes doivent renforcer leur soutien aux grévistes !

## CONGRES DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

## Echec des dirigeants du P.C.F.

Les dirigeants révisionnistes attachent une grande importance au syndicat national des instituteurs et espéraient pouvoir en prendre le contrôle à l'occasion de son congrès. Pour cela ils ont cherché à se donner une apparence de défenseurs des intérêts des instituteurs et s'en sont pris à la direction actuelle du SNI qu'ils accusent de « passivité ». Que celle-ci n'ait jamais levé le petit doigt pour la défense des instituteurs remplaçants par exemple, c'est là un fait certain, mais il est tout aussi certain que les révisionnistes au sein du SNI ont agi de même et se sont opposés aux luttes qui s'engageaient. Et dans le SNES qu'ils dirigent, ils se font remarquer par leur « passivité » et le sabotage des luttes.

Les dirigeants révisionnistes auraient voulu que le SNI s'engage derrière le cadavre du « Programme commun » et ont attaqué violemment l'actuelle direction du SNI qui s'y est refusée. Mais parmi les instituteurs, de plus en plus nombreux sont ceux qui veulent engager la lutte pour la titularisation des auxiliaires en particulier et qui refusent la mainmise révisionniste. C'est là une des raisons pour lesquelles l'offensive des dirigeants révisionnistes lors du congrès du SNI s'est soldée par un échec.

## PLUS UN MENSONGE EST GROS...

« Dans le monde moderne, une fraction de la population est inévitablement soulevée pour des raisons physiologiques, parce qu'elle génétiquement les gens sont construits comme ça — conduite à des attitudes violentes. »

C'est là ce qu'a déclaré Poniatowsky au « Journal du dimanche ». M. Poniatowsky

est à la recherche de tous les arguments pour justifier la répression contre les travailleurs. Selon Poniatowsky tous ceux qui s'opposent au capitalisme seraient « malades »... alors pourquoi ne pas les enfermer ?

Mais au fait Poniatowsky est-ce pour des raisons « génétiques » que vos flics agressent les travailleurs en grève ?

## U.R.S.S.:

EMANCIPATION  
OU ASSERVISSEMENT DES FEMMES

Le mensuel révisionniste France-URSS No 78 du mois de juin 1975, est fort instructif... la restauration du capitalisme en URSS transpire dans tous les articles, tous les paragraphes, on ne cherche d'ailleurs pratiquement plus à la dissimuler !

Entre autres titres figure celui-ci : « Cordons de bourse et cordons bleus... De quoi s'agit-il ? Et bien de l'émancipation de la femme russe... Si l'on s'attend à connaître les réalisations sanitaires et sociales, ou bien les conditions de travail des femmes à la production, qui leur permettraient effectivement de s'émanciper et de construire une société socialiste et bien l'on est pour le moins déçu...

En effet, à la manière de la bourgeoisie, le problème est envisagé par le petit bout de la lornette : il s'agit de savoir qui de l'homme ou de la femme fait la vaisselle ou descend la poubelle.

Après des considérations sur les « plus mauvaises ménagères du monde » qui sont les Américaines suivies de près par les Anglaises, on est heureux d'apprendre que les Européennes sont les plus prisées par les « mâles », ainsi que les femmes soviétiques qui « se classent nettement parmi les bonnes et même les très bonnes ménagères ».

L'émancipation de la femme est d'après le journaliste réalisée puisque chaque femme fait ce qu'il lui plaît, ainsi trois cas sont cités : les « véritables femmes d'intérieur » ; celles qui « se résignent et deviennent ménagères mi par raison, mi par nécessité » ; celles enfin qui « ne vivent que pour leur métier, les études scientifiques, la vie politique et sociale ». Ainsi il est clairement écrit que certaines femmes restent chez elles car elles ne peuvent pas faire autrement. Y aurait-il du chômage en URSS ? Ou bien les conditions de travail des femmes seraient-elles si difficiles qu'il leur serait préférable de rester chez elle ? A moins que les salaires ne parviennent à combler les frais de nourrice et autres dépenses ? Par ailleurs nous connaissons la conception bourgeoise que cache la « vocation » de femme d'intérieur, femme coupée de la vie sociale et politique ; et nous savons grâce aux exemples des femmes albanaises et chinoises qu'il ne peut y avoir d'émancipation véritable sans participation des femmes à la production et à la lutte politique et sociale.

Mais à cela s'ajoutent d'autres révélations (qui n'en sont plus pour beaucoup d'ailleurs...) sur le « socialisme » russe :

— Une différence éœurante typique du chauvinisme grand-russe est faite entre les femmes de la partie européenne de l'URSS et celles de la partie orientale considérées comme « à part ». On peut lire ceci : « Il n'est pas rare de voir déambuler... un Oriental en houppelande nationale... suivi respectueusement de son épouse chargée des paquets ». Cela revient à dire que la population de la Russie orientale est « arriérée », « sous-développée »...

— On apprend qu'il est fort difficile à Moscou de trouver une femme de ménage, de même pour les baby-sitters... qui ne sont guère bon marché... il y a loin des réalisations sociales que l'on pourrait espérer en régime socialiste, il y a loin aussi de la prise en charge collective

des tâches ménagères telle qu'elle se fait en Chine par exemple : ici, la firme « Zaria » subvient aux besoins en la matière, et loue du personnel.

— D'autre part, après des considérations vagues sur la femme ingénieur qui peut épouser le chauffeur de taxi, sur les secrets de l'oreiller conjugal, le correspondant à Moscou aborde le problème de la gestion des foyers, là il ne peut cacher la réalité lorsqu'il écrit : « Dans une famille d'ouvriers chargés d'enfants, les deux salaires sont également nécessaires pour soutenir le ménage ». La classe ouvrière dans ce « paradis socialiste » aurait-elle des difficultés pour vivre ?

— Suit à cela l'information selon laquelle existe « le problème encore irrésolu de la lutte contre ce fléau social qu'est l'alcoolisme ». Il s'agit d'après ce journaliste révisionniste « d'antiques coutumes du monde artisanal et ouvriers de jadis, qui veut que l'on « arroise » la paye ». Ce sont là des propos ultra-réactionnaires et anti-ouvriers. L'alcoolisme n'a jamais été une « coutume » du monde ouvrier, mais bel et bien une calamité avec laquelle les différentes bourgeoisies au pouvoir tentent d'empoisonner la classe ouvrière

et de la détourner de ce qui est véritablement dans ses traditions : la lutte contre l'exploitation capitaliste, fasciste et social-fasciste. Si le fléau de l'alcoolisme existe en URSS, comme dans tous les pays capitalistes, c'est bien parce que l'URSS n'est plus depuis la mort de Staline un Etat de dictature du prolétariat, mais bel et bien un Etat dirigé par une nouvelle bourgeoisie des plus réactionnaires.

La trame de cet article, très révélateur, repose sur le fait qu'il ne peut y avoir d'émancipation des femmes que par les prises de conscience et positions individuelles des hommes, selon que ces derniers veulent bien « soulager leur petite femme... ». Il ne s'agit nullement de lutte idéologique, ni de lutte de classes en la matière, mais de la « nature humaine » ainsi faite... ainsi trouve-t-on ces lignes : « Rien n'est plus précieux, vu l'absence de serviteurs que la « babouli » (grand-mère). Car à ce point de vue un grand-père si gentil et si généreux soit-il, n'est guère utile. Et la « babouli » c'est une femme... » Non seulement les personnes à la retraite sont au service de leurs enfants, mais en plus il s'avère que les tâches ménagères sont inhérentes aux

femmes, et qu'elles-seules peuvent s'en débrouiller... En fait d'émancipation, le problème traité est davantage l'adaptation de la femme russe aux exigences d'une société d'exploitation où le chômage, l'inflation, la hausse des prix sont la réalité quotidienne.

Gageons que sous le poids de l'exploitation social-fasciste que subissent les femmes russes, elles sauront s'organiser afin de mener leur propre combat pour l'émancipation, afin de gagner leur propre liberté.

Gageons qu'à côté du peuple russe tout entier, cette moitié du ciel révolutionnaire en puissance saura s'opposer à la volonté hégémonique de la bourgeoisie social-impérialiste qui la gouverne.

Gageons que les femmes soviétiques sauront s'opposer à ce que leurs fils, époux et frères servent de chair à canon dans les tueries impérialistes que préparent les deux superpuissances et plus particulièrement le social-impérialisme russe.

Femmes et hommes soviétiques balaieront inmanquablement ce bastion du révisionnisme moderne pour y restaurer la dictature du prolétariat seule garante de l'émancipation des femmes.

LES FEMMES DU TIERS MONDE  
EN PREMIERES LIGNES

La photo ci-dessus des femmes palestiniennes à l'entraînement manifeste avec force le grand courant politique qui a dominé la conférence mondiale de la femme : celui qui prend pour cible l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme et l'hégémonisme.

Aux belles paroles sur la « paix » et la « détente » de la déléguée soviétique, les déléguées du tiers monde ont répliqué unanimement : le camarade Wang Chou-tchen, chef-adjoint de la délégation chinoise a clairement exprimé le point de

vue des femmes du tiers monde, disant notamment :

\*

« L'émancipation des femmes est inséparable de la libération de la nation et du peuple tout entier. La question fondamentale qui se pose aujourd'hui aux peuples et aux femmes du monde est de savoir comment se débarrasser de l'oppression et du pillage perpétrés par l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme. Si l'on parle seulement de l'égalité, du développement et de la paix en mettant de côté cette lutte concrète, non seulement la bonne volonté et les demandes légitimes

des femmes ne pourront pas se réaliser, mais aussi leur attention sera détournée et le mouvement pour les droits et l'émancipation des femmes sera réduit en effort infructueux. D'où l'affaiblissement de la lutte commune de tous les peuples contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme. Par conséquent, la voie correcte conduisant à l'émancipation des femmes réside dans l'unité des femmes du monde dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme et pour l'indépendance nationale, le progrès social et les droits des femmes. »

## SOTRIMEC

## La répression judiciaire n'a pas stoppé la combativité des grévistes

Dans la tentative d'intimider les travailleurs nazairiens en lutte contre tout licenciement, la bourgeoisie capitaliste a décidé de convoquer en justice neuf travailleurs de la Sotrimec (Trignac) coupables à ses yeux d'avoir séquestré dans les locaux de l'entreprise trois administrateurs.

La classe ouvrière nazairienne a riposté par une manifestation le jeudi 3 juillet.

Les faux communistes du P-Cx-F et de la CGT, quant à eux, essaient de faire oublier, à grand renfort de cris hypocrites sur la répression, leur lourde responsabilité dans les licenciements intervenus à la Sotrimec (ex-SEMM, ex-Caravelair).

En effet, après avoir juré leurs grands dieux qu'ils n'accepteraient jamais d'autre solution que le maintien de l'activité industrielle dans les locaux de l'entreprise, ils ont peu à peu abandonné l'objectif des travailleurs de refuser la fermeture de l'entreprise pour accepter les reclassements proposés par le patronat aux chantiers de l'Atlantique.

Or ces reclassements, (sans compter qu'ils ne sont pas avantageux pour ceux de la Sotrimec) ne signifient rien d'autre qu'un transfert des licenciements : ce sont en effet les travailleurs intérimaires des chantiers qui en font les frais\*.

De bout en bout les dirigeants révisionnistes ont tout fait pour placer la lutte de la Sotrimec sous leur contrôle et tenir en laisse les travailleurs, dont beaucoup leur font encore crédit, pour un temps... Ils ont voulu un anti-Lip : on voit aujourd'hui le piètre résultat.

Une fois de plus, la preuve est faite que sans mobilisation réelle des travailleurs, sans la prise en main de leur lutte par eux-mêmes, sans la démocratie prolétarienne, il est impossible de faire triompher la lutte contre tout licenciement. De même que sans démasquer les pratiques des chefs révisionnistes, les travailleurs ne peuvent remporter la victoire dans la lutte contre les capitalistes. Pour leur part, les communistes marxistes-léninistes de Saint-Nazaire sont résolus à aider les travailleurs à y voir plus clair sur le rôle de ces traîtres à la classe ouvrière et sur les raisons de leur volonté de tenir la classe ouvrière en laisse.

Non aux licenciements !  
Non à la répression fasciste  
contre les travailleurs !  
Non aux manœuvres  
anti-ouvrières des révisionnistes !

Correspondant H.R.

\* La feuille départementale du P-Cx-F est connue pour faire de la publicité pour «Manpower».

## CANTINES D'EDF-GDF

## Nouvelle manœuvre révisionniste

Le succès de la grève des 25 et 26 juin fut la preuve de la combativité et de la détermination du personnel des cantines de la région parisienne et de province pour obtenir sa titularisation en tant qu'agents EDF-GDF. Ce fut aussi un échec cuisant pour les dirigeants soi-disant communistes qui avaient tout fait pour la saboter.

Aujourd'hui les dirigeants révisionnistes, acculés par la pression des travailleurs, essaient de sauver la face en tentant une nouvelle manœuvre.

Ils viennent en effet de proposer une solution au problème : celle-ci consiste à faire bénéficier le personnel des cantines de la plupart des avantages du statut d'EDF sans que toutefois n'intervienne la titularisation ; c'est-à-dire que la CCAS (qui gère actuellement le personnel des cantines et qui, rappelons-le, est dirigée par les révisionnistes, paierait, sur son budget, les différents avantages consentis au personnel à la place d'EDF).

Cette nouvelle proposition des dirigeants révisionnistes comporte deux aspects :

- C'est une première victoire : Devant l'offensive du personnel et des communistes marxistes-léninistes, les dirigeants révisionnistes ont été contraints de prendre des engagements qu'ils n'ont jamais pris depuis 11 ans qu'ils gèrent la CCAS et n'auraient jamais pris s'il n'y avait pas eu d'action.

- Mais c'est aussi une manœuvre : La proposition des dirigeants révisionnistes, outre qu'elle ne recouvre pas l'ensemble des avantages acquis au personnel titulaire et sera tout aussi difficile à obtenir puisqu'il faut aussi l'accord du ministère, coûtera très cher à la CCAS. Les patrons révisionnistes seraient-ils donc très «généreux» et prêts à des sacrifices pour le seul bien des travailleurs ? Non ! Il ne faut pas se tromper. Cette nouvelle «générosité» n'est rien d'autre qu'une nouvelle trahison des dirigeants révisionnistes.

Alors que la revendication de la titularisation était une revendication juste et unifiante, les dirigeants révisionnistes tentent de semer la confusion et la division au sein des travailleurs, de freiner sa combativité et de récupérer le mouvement («... grâce à nous, vous aurez satisfaction... ce n'est plus la peine de continuer la lutte... nous nous en chargerons...»).

Par cette nouvelle manœuvre, les dirigeants révisionnistes tentent d'éviter le pire, celui d'être complètement démasqués, mais aussi celui de perdre le contrôle du personnel des cantines.

Cependant la victoire ne leur appartient pas !

Les communistes marxistes-léninistes soutiendront les travailleurs des cantines pour déjouer cette nouvelle manœuvre des dirigeants révisionnistes, pour lutter jusqu'à la victoire pour sa juste revendication : la titularisation, et refuser tout compromis à la sauce révisionniste.

## UGINE-KULHMAN-WATTRELOS

## 540 LICENCIEMENTS

A Wattrelos, Pechiney-Ugine-Kulhman (PUK) licencie 540 personnes.

La direction de l'usine Kulhman a annoncé la liquidation de l'usine pourtant unique en France dans ce domaine : elle transforme la chromite importée d'URSS qui vient de tripler ses prix !...

5 000 personnes : familles des 540 salariés de l'usine, et celles des travailleurs des usines de sous-traitants et de fourniture sont concernées.

Ayant décidé de fermer ses ateliers : même ceux d'acide sulfurique

et de phosphate ; d'ici trois ans, la direction PUK a mis au point un plan de licenciements déguisés :

- mise en pré-retraites ;
- suppression du recours aux entreprises extérieures : façon de reporter le chômage sur les entreprises satellites ;
- transferts des travailleurs dans d'autres usines du trust PUK en France.

Les marxistes-léninistes quant à eux soutiennent fermement la juste lutte des travailleurs contre tous les licenciements.

### LETTRE DE TRAVAILLEURS DU BUREAU TECHNIQUE DE L'OUEST, AUX TRAVAILLEURS DE L'EPUR

Nantes le 2-7-75

Chers camarades de l'EPUR,  
C'est avec grand intérêt que nous avons pris connaissance, par le quotidien «l'Humanité rouge», de la lutte que vous menez actuellement contre les licenciements de vos camarades syndiqués CFDT.

Nous nous sentons d'autant plus solidaires que, dessinateurs, employés dans un bureau d'étude BA de Nantes, nous savons que notre sort est celui de la classe ouvrière et de tous les exploités en dépit des faux semblants que nos patrons, qu'ils soient de droite ou de gauche ne manquent pas de nous en avant afin de nous dupes.

L'ensemble du personnel du BTO (bureau technique de l'Ouest) a su s'organiser et faire un front uni face

au patronat, seul moyen de faire échec à celui-ci. En particulier ces derniers temps il a été constituée une caisse de grève où tous cotisent.

Vous, personnel de l'EPUR, vous avez occupé votre entreprise, faisant échec à un patronat particulièrement réactionnaire.

Ces messieurs du faux PCF (ou proches de lui) n'ont pas réussi à vous faire prendre les vessies pour des lanternes, voilà une excellente chose. Nous souhaitons que votre victoire soit totale et que tous ouvrent pleinement les yeux sur la vraie nature de ces escrocs politiques. Nous agissons également en ce sens.

Les militants et sympathisants de l'Humanité rouge dessinateurs au bureau technique de l'Ouest

## Institut national de l'audio-visuel (ex-ORTF)

## ECHEC AU REVISIONNISME ... ET MAT AUX LICENCIEMENTS

Deux travailleurs avaient été avisés récemment que leurs contrats «à durée déterminée» ne seraient pas renouvelés le 30 juin.

L'un parce que son chef de service l'avait «dans le nez», l'autre parce qu'il n'y avait prétendument plus de travail pour elle.

L'assemblée des travailleurs CGT de l'INA informée de ces deux licenciements, a décidé à l'UNANIMITÉ de se mettre en grève si les deux contrats n'étaient pas renouvelés. La section CFDT de l'Institut également.

Les révisionnistes ont refusé de se soumettre à cette décision et neuf jours plus tard ils sont allés

en délégation à la direction de l'Institut pour en revenir avec une comparution en conseil de discipline pour le premier et un licenciement pour le deuxième à qui ils ont présenté leurs «condoléances» ! Au centre de Bry-sur-Marne, les sections CGT et CFDT se réunissent de nouveau. Elles se mettent d'accord pour appeler tout le personnel du centre de Bry à se rendre dans les locaux de la direction à Paris, décidées à occuper le bureau du PDG si celui-ci refuse une nouvelle fois la réintégration des licenciés.

A cet appel 40 personnes ont quitté leur travail SANS PRÉAVIS pour se rendre à la direction.

«Il vaut mieux une action qu'une grève où tout le monde se croise les bras», disaient-ils.

Et ils sont partis avec une banderole : «Non aux licenciements».

Devant la porte de l'immeuble de la direction un bonzillon du P-Cx-F s'interpose : «Les actions de commandos, c'est irresponsable, ça démobilise les gens» !

Les travailleurs protestent. En dernier recours le bonzillon propose : «Restez dans l'escalier, nous allons négocier» !

On lui répond : «Cette action, tu ne l'as pas voulue. Alors maintenant la délégation va voir le patron ; s'il refuse de réintégrer nos camarades, nous appliquerons notre décision, nous ne nous laisserons pas démobiliser par des décisions prises sans nous demander notre avis» !

Après une heure de négociations les deux licenciés sont réintégrés dans de nouveaux postes.

Échec au révisionnisme et...  
mat aux licenciements !

Les marxistes-léninistes de l'ex-ORTF

# DERRIERE LE TAPAGE DU P.C.F. SUR LES LIBERTES (II)

«*Nous crions : LIBERTÉ !*», c'est ainsi que Marchais intitulait le chapitre III de son «*Défi démocratique*».

Il poursuivait (p. 92) : «*Nous voulons faire (des libertés) le bien réel de tous. Nous voulons créer les conditions où chacun aura les moyens de faire usage des ces libertés (...). Notre passé et notre présent répondent de notre attachement à la liberté : toute notre histoire est jalonnée des combats que nous n'avons cessé de mener pour la défendre. Jamais nous n'avons levé la main contre elle. Personne, ni adversaire ni allié, ne peut répondre devant notre peuple d'un démocratisation aussi constant.*»

C'était en 1973. Le ton était déjà défensif. Visiblement la direction révisionniste du P.C.F. avait du mal à conserver son masque «*prolétarien*» devant les larges masses de la classe ouvrière et du peuple, et même devant ses propres militants de base. Il est vrai qu'elle s'était démasquée à plusieurs reprises en se rangeant ouvertement dans le camp de la bourgeoisie contre le prolétariat et les masses populaires. Son attitude n'avait pas été équivoque lors du vote de la loi «*anticasseurs*» en juin 1970, lors de l'assassinat de Pierre Overney en février 1972 (voir HR No 295). Le peuple n'oubliait pas non plus la trahison des dirigeants du P.C.F. et de la CGT en 1968...

## LES RÉVISIONNISTES CONTRE LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE MAI-JUIN 1968

Il y a sept ans, dès le début du mouvement révolutionnaire de mai et juin 1968, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. se sont violemment opposés aux larges masses ouvrières et populaires.

C'est ainsi qu'ils ont tout fait avec la bourgeoisie au pouvoir pour saborder le puissant mouvement paysan qui s'appretait à déferler sur la France le 23 mai, et ils ont partiellement réussi. Par contre leur tentative pour diviser ouvriers et étudiants, et surtout pour isoler les révolutionnaires, notamment les marxistes-léninistes, s'est soldée par un échec. Pourtant ils n'ont pas ménagé leur peine. Rappellons ce qu'écrivait Marchais dans «*l'Humanité*» dès le 3 mai sous le titre : «*De faux révolutionnaires à démasquer*» : «*Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants - agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et qui favorise les provocations fascistes - voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier... Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes.*»

À travers ces déclarations tonitruantes ce que visait Marchais c'était diviser le mouvement et finalement faire rentrer les ouvriers dans les usines.

Continuellement, les révisionnistes dirigeant tant le P.C.F. que la CGT ont déversé de telles injures et attaqué féroceement les forces révolutionnaires, en particulier les jeunes forces marxistes-léninistes. Est-il besoin de rappeler que les révisionnistes infiltrés au Bureau confédéral de la CGT «*dénonçaient - le 9 juin - l'activité provocatrice des groupements gauchistes et des commandos conduits par des aventuriers (!) ?*»

Mais cela n'était encore rien. Les révisionnistes appelaient aussi,

ouvertement, la bourgeoisie à réprimer le mouvement révolutionnaire. C'est ainsi que le 8 juin 1968, les dirigeants révisionnistes condamnaient dans un encadré à la une de «*l'Humanité*» «*des commandos militairement organisés*» et publiaient en page 7 un communiqué de la CGT stigmatisant «*ces formations entraînées militairement*». Ce faisant, ils soufflaient publiquement à la bourgeoisie l'idée de la dissolution de certaines organisations sur le fondement de la loi du 10 janvier 1936 prise à l'encontre des associations présentant le caractère de groupes de combats ou de milices privées «*par leur forme et leur organisation militaires*». La similitude des termes de la loi de 1936 et des déclarations des révisionnistes était trop grande pour ne pas révéler les véritables intentions de ces derniers.

Enfin, le comble de l'ignominie fut atteint par les dirigeants révisionnistes le 12 juin 1968, jour du commencement de la campagne pour le renouvellement de l'Assemblée nationale. Ce jour-là ils marchèrent à Grenelle avec la bourgeoisie l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France dont ils avaient déjà agressé à main armée le congrès constitutif à Puyricard les 30 et 31 décembre 1967. Ils avaient atteint un de leurs objectifs les plus chers, c'était le résultat de leur ignoble campagne disant que ce parti et d'autres organisations tombaient sous le coup de la loi de 1936, alors que celle-ci ne visait en fait que les groupes fascistes !

Belle conception de la défense des libertés, en vérité ! Et l'on comprend qu'après de tels agissements, les dirigeants révisionnistes aient eu besoin de clamer sur les toits leur «*attachement à la liberté*», pour redorer un blason passablement terni.

Or aujourd'hui que constate-t-on ?

## LA CAMPAGNE SUR «LES LIBERTÉS», UN SIGNE DE PROFONDE FAIBLESSE DES DIRIGEANTS RÉVISIONNISTES

Une nouvelle campagne du parti révisionniste français sur «*les libertés*» fait rage depuis maintenant plus de trois mois. C'est en effet la réunion d'avril du Comité central du P.C.F. qui a décidé de la lancer.

Le 15 mai, Marchais rendait public le projet de «*déclaration des libertés*». Commentant la parution de cette nouvelle plaquette du P.C.F. dans le No 1540 de «*France-Nouvelles*», le directeur politique de la revue, François Billoux, se répandait en louanges sur ce P.C.F. si démocratique qui «*soumet sa proposition à l'examen de tous les intéressés*». Et d'admirer encore son parti dont le but est «*de permettre aussi bien à chacun qu'à toute la collectivité d'avoir toujours plus de libertés*».

Une semaine après, répondant dans le No 1541 de «*France-Nouvelles*» à une question sur la crédibilité de la «*Déclaration*», Claude Michel, membre de la commission de rédaction du fameux projet écrivait : «*la principale garantie est celle qui résulte de l'histoire du parti communiste, de sa lutte sans aucune faille hier et aujourd'hui pour les libertés*» (on a vu ce qu'il en était en 68, 71 et 72 !)

Depuis lors, les révisionnistes n'ont pas perdu une occasion pour se glorifier d'avoir toujours été les «*meilleurs défenseurs des libertés*». Les femmes venues au meeting organisé par le P.C.F. le 7 juin à Saint-Ouen ne diront pas le contraire, elles qui ont dû subir ce refrain mensonger

pendant une bonne moitié du discours de Marchais... Ces jours-ci, le P.C.F. a même édité une affiche, jaune et noire, comportant une photo des mitices fascistes et de leurs chiens policiers qu'emploie Amaury pour faire sortir en toute quiétude son «*Parisien libéré*» à Saint-Ouen, et un seul mot d'ordre : «*liberté !*». C'est sans doute au nom du respect de cette «*liberté*» que les révisionnistes ont caché d'un rectangle noir les yeux des gardiens ? ! Ils tiennent à ce que les milices patronales ne soient pas reconquies, qu'elles puissent exercer tranquillement... leur sale besogne fasciste !

Comme en 1973, le ton de cette nouvelle campagne est défensif. Quoi de plus défensif en effet qu'un parti soi-disant communiste qui fait des pieds et des mains pour convaincre qu'il est attaché aux «*libertés*» ? C'est que ces derniers temps les occasions n'ont pas manqué qui ont obligé la clique Marchais-Leroy-Kanapa à agir le visage découvert. Avec la montée impétueuse du mouvement révolutionnaire des masses, notamment de la classe ouvrière, les difficultés qui assaillent les dirigeants révisionnistes sont plus grandes. De plus en plus souvent, ils ont toutes les peines du monde à endiguer et contrôler les luttes. Il arrive même qu'ils soient obligés de lutter de front contre les ouvriers en greve, comme à Chauzon récemment. Aussi sont-ils de plus en plus discrédités. La colère commence à gronder dans les rangs ouvriers contre les traîtres révisionnistes.

Il faut voir dans ce discrédit des dirigeants révisionnistes auprès des masses une preuve de leur profonde faiblesse, et c'est l'une des raisons qui expliquent la fameuse campagne sur les «*libertés*».

Une lettre du camarade blessé par les nervis fascistes le 26 juin.

## «la voie que j'ai choisie est juste...»

Le 26 juin au soir, je suis allé manifester mon soutien aux travailleurs du «*Parisien libéré*» et aux usines en greve contre les licenciements et les milices patronales. J'ai pris place dans le cortège du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui représente à mes yeux les vrais défenseurs de la classe ouvrière, les vrais communistes (...)

Ceux qui disent tout haut ce que d'autres pensent tout bas, ceux qui disent que les dirigeants révisionnistes sont «*socialistes*», en paroles et fascistes dans les faits, ceux-là se font taper dessus et crever les yeux par les nervis fascistes qu'envoient les dirigeants du parti révisionniste français. C'est ce qui m'est arrivé parce que nous les dénonçons pour ce qu'ils sont apparus devant tous les travailleurs présents : des sociaux-fascistes (...)

Aujourd'hui les chirurgiens pensent que je m'en tire à bon compte, la partie vitale de l'œil n'est pas atteinte et j'y reverrai donc suffisamment. Depuis que je suis hospitalisé pas un jour je n'ai été sans recevoir de nombreuses visites ou témoignages de sympathie. Aussi je voudrais remercier tous les camarades, tous les amis connus ou inconnus qui m'ont apporté leur soutien moral et matériel, je voudrais remercier ces ouvriers des Câbles de Lyon de Bezons qui sont venus avec des gâteaux faits à

la maison tout spécialement pour moi (...)

Ces témoignages de sympathie ne trompent pas : la voie que j'ai choisie est juste et si la route est semée d'embûches je suis persuadé que l'avenir est radieux, que chacun comprendra qu'il ne suffit pas de se proclamer communiste, de se prétendre les défenseurs de la classe ouvrière pour l'être dans les faits.

On ne fera admettre à personne qu'il faut crever les yeux des travailleurs épris de liberté au nom de cette même liberté.

On ne fera admettre à personne qu'il faut envahir la Tchécoslovaquie avec chars et canons au nom de la liberté, au nom du socialisme.

On ne fera admettre à personne que l'on peut empêcher la parution de «*Republica*» au Portugal au nom de la liberté d'expression des travailleurs et d'en faire une banale affaire de conflit du travail.

Cet accident de parcours n'a fait que renforcer les uns les autres dans la volonté de travailler encore plus à démasquer et combattre le révisionnisme y compris dans nos rangs pour renforcer l'avant-garde de la classe ouvrière (...)

Une cause juste triomphe toujours. Souvenons-nous de cette magnifique légende que cite Mao Tsé-toung : «*Comment Yu Kong déplaça les montagnes*».

Nous aussi nous déplacerons les montagnes si l'on se débarrasse toujours plus de cette conception révisionniste du monde afin de mieux comprendre et appliquer la juste ligne de l'Humanité-Rouge.

Etre communiste c'est défendre les travailleurs partout où l'on se trouve c'est se porter à la tête des luttes et prendre pour nous les tâches les plus dures c'est SERVIR LE PEUPLE (...)

Beaucoup d'entre nous n'ont pas connu le fascisme mais nous faisons connaissance avec le social-fascisme. Nous nous battons pour construire un monde où il n'y aura plus d'œil crevé, où il n'y aura plus de Gilles Lantin ou de Pierre Overney assassinés. Nous savons que pour ça la classe ouvrière a besoin d'un parti de combat.

Il faut donc comprendre que ne craindre ni les épreuves ni la mort ce n'est pas un vain mot et qu'il faut s'en pénétrer chaque jour davantage, que l'avenir doit nous trouver à la tête de toutes les luttes ouvrières, si l'on veut contribuer au renforcement du front uni mondial contre les deux superpuissances, si l'on veut édifier le socialisme.

A bas le social-fascisme  
Vive le marxisme-léninisme  
Vive le PCMLF